



Entretien avec
José Frederico SOARES
Deuxième Lieutenant de Marine
du Mouvement des Forces Armées

LA DYNAMISATION CULTURELLE AU PORTUGAL

R. UEBERSCHLAG

Beaucoup de lecteurs de *L'Éducateur* risquent d'être indisposés à la lecture des lignes qui vont suivre car ils ne peuvent imaginer une armée qui serait autre chose qu'une force de répression. Pourtant assimiler la situation portugaise à des souvenirs français serait une erreur et une injustice. L'armée portugaise est une armée POPULAIRE et libératrice comme le rappelle Jacques Fauvet dans *Le Monde* du 1er juillet : «*Au Portugal, la légitimité est révolutionnaire et c'est l'armée, en tous cas, le M.F.A. qui la détient. Ce ne sont pas les partis politiques qui ont fait la révolution du 25 avril. S'il y a eu des élections, les partis eux-mêmes ont accepté à l'avance d'en voir limiter les effets tant pour le gouvernement que pour la Constitution.*» Le M.F.A. est actuellement le seul dénominateur commun entre les courants populaires répartis entre les différents partis et sans lui le Portugal deviendrait vite ingouvernable.

La prise du pouvoir par l'armée dans de nombreux pays africains ou sud-américains est un phénomène qui ne peut qu'inquiéter des démocrates occidentaux. D'une part, l'armée a toujours été synonyme d'obéissance stricte, de hiérarchie rigide et, de ce fait, sa mentalité est souvent à l'opposé de l'esprit critique et égalitaire d'une vie sociale démocratique. D'autre part, elle recrute généralement ses cadres dans la bourgeoisie conservatrice sinon réactionnaire. Enfin, lorsque l'armée se mêle de jouer un rôle social, lorsqu'elle «pacifie», instruit, organise la vie civile, des souvenirs bien français nous reviennent en mémoire : l'Indochine, l'Algérie, les anciennes colonies d'Afrique.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, une armée se consacre en priorité à l'éducation d'un peuple ; alphabétiser, conscientiser, préparer l'adhésion et la participation à la vie politique en attendant qu'assemblées de quartier, syndicats et partis prennent le relais. Une armée qui n'est au service d'aucun homme fort, d'aucun parti. Entreprise difficile. Impossible ?

J.F.S. — Nous avons déjà l'idée d'une dynamisation culturelle dès le 25 avril 1974 mais elle n'a été réalisable qu'à partir du 28 septembre. On ne l'a pas déclenchée avec un souci de planification rigoureux mais à partir d'un schéma qu'on corrigeait au fur et à mesure de l'expérience. A notre connaissance c'était la première fois qu'on faisait une chose semblable en Europe et nous ne disposions pas de modèle dont nous aurions pu nous inspirer. Il y a eu ailleurs des campagnes de conscientisation, d'explication, mais jamais à travers des forces armées. Tous les effectifs militaires participent, ici, à cette campagne. C'est une mission prioritaire. Fin novembre, début décembre nous avons assisté à une expérience très intéressante. Une école militaire a transformé ses exercices de concours de sortie qui jusqu'alors étaient de nature militaire, en campagne de dynamisation. Pendant quinze jours, ils ont fait cela intensément. Ils se sont divisés en cinq équipes qui ont couvert tout un district et cela a donné d'excellents résultats du point de vue du développement de la conscience politique et du point de vue de la dynamisation en général. Nous avons voulu profiter de cette expérience qui a prouvé qu'une campagne intense est plus profitable que des essais isolés. Habituellement, l'armée qui a aussi ses tâches propres, consacre ses week-ends à la dynamisation mais dorénavant nous soutiendrons ces week-ends par une action, en cours de semaine, si cela s'avère utile.

Pourquoi prendre appui sur les associations culturelles ?

Mais il serait peut-être bon que je vous définisse avec précision en quoi consiste la dynamisation culturelle. Au début, notre préoccupation majeure était de faire de l'élucidation politique, c'est-à-dire expliquer quel était le programme du M.F.A., faire connaître aux gens les intentions des militaires, rappeler ce qui s'était passé le 25 avril parce que dans les régions les plus éloignées, il n'y a pas d'information régulière, pas de télé, pas de journaux, et de nombreux analphabètes. Notre idée était de faire cet éclaircissement politique à travers une dynamisation culturelle prenant la forme de l'alphabétisation et de l'animation culturelle. Nous croyons qu'à travers les associations culturelles (sport, théâtre, conférences, folklore) on pourrait dynamiser tout un peuple pour la vie politique. Il faut savoir que sous Salazar et Caetano, les associations culturelles constituaient une forme de camouflage de l'opposition politique. C'était des pôles de résistance au fascisme. Au sein d'une association culturelle il était possible d'organiser des réunions, des meetings, des discussions politiques, non sans risques d'ailleurs, car leurs animateurs étaient fréquemment intimidés par des emprisonnements de courte ou moyenne durée. Mais ces associations culturelles étaient un cadre, constituaient officiellement un secteur légal qui effrayait moins la population que la clandestinité. Le régime fasciste avait néanmoins réussi à en interdire beaucoup et à en décimer un grand nombre. Grâce à la campagne de dynamisation culturelle les ciné-clubs, les groupes de théâtre amateurs, les cercles de débats ont repris vie.

Pourtant ce que la population nous demandait, c'était d'abord une aide pour faire face à leurs difficultés économiques et matérielles, surtout dans les régions vidées par l'émigration des hommes et où ne vivaient plus que des vieillards, des femmes et des enfants.

R.U. — *Pourriez-vous nous décrire, dans le détail, une de ces opérations de dynamisation ?*

J.F.S. — Nous avons vite compris que la parole avait de l'importance si elle venait en prolongement de l'aide à la résolution des problèmes concrets. La construction d'un bout de route, l'installation de l'eau courante, de l'électricité étaient le souci primordial des populations visitées qui souhaitaient cesser d'être « au bout du monde ». Comment les aider sans les

« assister » ? Le passage de l'élucidation à l'action civique a été pour nous un « saut qualitatif » dans notre entreprise.

En plusieurs endroits nous avons ainsi construit des routes pour des villages totalement coupés de la circulation. Dans d'autres, il n'y avait pas d'assistance médicale. Nous y avons installé un médecin militaire pourvu d'une jeep pour y faire de la médecine itinérante. On va commencer aussi l'alphabétisation. Nous aidons au démarrage des actions culturelles en donnant à un groupe théâtral en formation ou à un chanteur, une possibilité d'organiser un spectacle, en leur fournissant des instruments de travail. Quand il n'y a pas de moyens culturels sur place nous apportons des films et des diapositives.

En réalité, cette dynamisation se fait en deux sens car les militaires qui prennent partie à cette campagne ne sont plus comme ils étaient auparavant. Ça leur ouvre les yeux, ça leur donne des perspectives politiques. Dans la région de Sao Pedro du Sul près de Viseu, c'est là que nous avons réussi le mieux jusqu'à maintenant.

R.U. — *Quelle est la composition de ces équipes de dynamisation ?*

J.F.S. — Nous y allons à 11 ou 14 en Jeep. Nous cherchons d'abord le village le plus éloigné du secteur qui est généralement celui qui a les plus mauvaises conditions d'existence. En arrivant à X... nous avons par exemple examiné qu'il n'y avait ni route, ni eau, ni électricité et un unique téléphone. De l'arrêt d'autobus le plus proche, il y a deux heures de marche à pied. On cause de façon informelle : tous les problèmes apparaissent au cours d'une réunion du village. Les conditions de vie étaient si mauvaises que nous avons jugé important de les faire connaître au reste du pays et nous sommes revenus la semaine suivante avec une équipe de journalistes de la presse écrite et de la télévision. Nous avons constaté que le problème principal était celui de la route d'accès car tous les autres problèmes trouvaient une partie de leur solution dans l'établissement de cette route. Nous sommes revenus pour leur projeter l'émission de télévision qu'ils ne pouvaient recevoir faute de courant électrique. Ils se sont sentis ainsi reliés à la communauté nationale, ils ont vu que l'armée leur apportait une perspective de participation politique ouverte. Toute la dynamisation culturelle est déjà résumée dans cette opération. Les forces armées ont construit la route. Quand elle sera terminée, le village pourra vendre ses produits au marché alors que ses habitants vivaient jusqu'alors sur une base d'échanges. L'électricité, l'assistance médicale, l'amélioration de l'habitat suivront.

Se substituer au gouvernement ?

R.U. — *Les actions d'ordre civique ne se substituent-elles pas à ce qui devrait être l'initiative du pouvoir politique, du gouvernement ?*

J.F.S. — Oui, mais notre gouvernement est dans une position difficile parce que la machine de l'administration est bloquée, trop bureaucratifiée. Le gouvernement qui l'a précédé avant le 25 avril avait une machine bureaucratique géante mais ce n'était pas pour résoudre les problèmes, c'était pour contrôler la vie politique nationale. Actuellement, l'administration est en mesure de faire ce que nous avons entrepris à titre transitoire. Il fallait une force de déblocage. Nous avons joué ce rôle-là.

R.U. — *On vous reproche parfois de substituer votre action militante à celle des partis. Les militants des partis de gauche n'auraient-ils pas pu entreprendre ces tâches ?*

J.F.S. — Nous n'avons pas voulu nous substituer aux partis, mais au contraire, faciliter l'activité de ceux-ci en leur permettant de se consacrer entièrement à leur organisation propre et à la préparation des élections. Notre intervention était une action civique nationale, sans liaison avec un parti politique mais facilitant l'extension des partis par une campagne de conscientisation. Notre rôle a été d'encourager toutes les initiatives dans une perspective unitaire. Nous commençons et nous espérons que l'administration suivra. Nous considérons que toutes les administrations doivent ainsi être amenées à se mettre au service du public. Nous démarrons des activités mais c'est à la population, au sein d'organismes unitaires, de les continuer parce que c'est eux qui sont concernés. Nous apportons ainsi notre aide à ceux qui luttent pour les intérêts de la classe laborieuse.

R.U. — *N'y a-t-il pas eu un choc de mentalités, un divorce de langage entre les membres du M.F.A. et ces populations traditionnelles de l'arrière-pays ? Comment avez-vous réussi à vous faire accepter ?*

J.F.S. — Nous faisons un effort pour ne pas incommoder les gens que nous visitons par des parti-pris culturels, politiques, religieux ou par l'emploi d'un langage dépourvu de simplicité. Ce sont des principes généraux qui sont définis dans cette campagne et tous ceux qui sont envoyés pour faire ce travail ont une conscience profonde de cette situation et nous n'avons pas jusqu'à présent, vérifié de difficultés de ce genre. Il ne faut pas oublier qu'actuellement notre armée est constituée en majorité de jeunes gens issus de la classe des travailleurs et la notion que les officiers appartiennent à une classe dirigeante ne se vérifie plus car les besoins de la guerre étaient tels qu'il a fallu apporter beaucoup de jeunes. Il y a eu un nivellement social dans l'armée qui facilite beaucoup les opérations que nous menons. Il y a une volonté de se faire comprendre chez nos camarades militaires qui facilite beaucoup leur adaptation à un nouveau milieu.

De la démocratie formelle à la démocratie active

R.U. — *Comment opérez-vous pour faire naître une prise de conscience politique ?*

J.F.S. — Si on pose le problème de la démocratie en termes théoriques, il est difficile de se faire comprendre. Si on essaye de réaliser concrètement la démocratie, dans le village, les paysans comprennent très bien la situation et ils sont même en mesure de nous donner des leçons. Quand on dit que les gens sont dépolitisés, c'est vrai, lorsqu'il s'agit de faire passer leur pensée politique à travers les partis, à travers une idée formelle. Mais si on examine avec eux la démocratie à travers les quarante-huit ans de démocratie qu'ils viennent de subir, on peut dire qu'ils sont très politisés parce qu'ils savent très exactement ce qu'ils ne veulent plus. Ils se posent moins de problèmes de démocratie à eux qu'aux citadins car, dans un village, la discussion et l'entraide sont naturels. L'image qu'ils se font de la démocratie dépend naturellement de leur situation économique. Si le village sort de son isolement géographique et économique, il devient partie prenante pour des questions de développement, au plan régional ou national.

R.U. — *Ce travail de dynamisation est-il envisagé à titre transitoire ou définitif ?*

J.F.S. — Changer les conditions de vie est un projet qui peut alimenter toute une vie. Nous y serons attachés aussi longtemps qu'un relais ne sera pas en place. Nous seuls avons les moyens matériels de pareilles interventions : un parc automobile et de machines valant des millions d'escudos. Il faut reconvertir tout le matériel du génie utilisé en Afrique. Nous avons des ingénieurs, des médecins, des infirmiers, des vétérinaires, des économistes...

Alphabétiser, oui, mais pas n'importe comment

Nous voulons aussi déclencher la vraie campagne d'alphabétisation. Pas une alphabétisation de trois mois qui lâche les adultes quand ils savent lire, mais une alphabétisation qui leur permettra de continuer des études, d'intervenir dans la vie politique. Cela passe par la résolution des problèmes économiques, c'est vrai, mais il faut commencer néanmoins à la mettre en place.

R.U. — *Voyez-vous une liaison entre cette campagne d'alphabétisation du M.F.A. et le travail des instituteurs ?*

J.F.S. — Il y a une forte volonté de collaboration de la part de ces derniers, ainsi que de la part des jeunes étudiants qui approuvent le service civique. Actuellement ce service civique ne fait appel qu'à des volontaires mais il n'est pas exclu qu'à l'avenir l'admission à l'Université donne la priorité aux jeunes ayant effectué le service civique. A côté de ce service civique, il y a aussi des types de volontariat liés aux syndicats. Ainsi des ouvriers de la métallurgie ont proposé d'aider pendant le week-end des villages à réparer leur matériel agricole (il ne faut pas oublier que ce sont des vieillards, des femmes et des adolescents qui ont pris la place des émigrés temporaires).

R.U. — *Peut-on avoir des indications techniques sur votre méthode d'alphabétisation ?*

J.F.S. — Nous avons essayé d'adapter la méthode de Paulo FREIRE expérimentée au Brésil, nous nous sommes inspirés aussi des procédés utilisés à Cuba, au Chili. Il faut apprendre avec les succès et les erreurs, car une expérience est rarement transposable. Nous avons aussi des offres de l'U.N.E.S.C.O. concernant les méthodes et la systématisation. La collaboration de l'U.N.E.S.C.O. se fera sous la direction politique de notre gouvernement et avec ses objectifs spécifiques car, ainsi que je vous l'ai dit, il ne s'agit pas de faire une alphabétisation en soi, mais liée à la vie du citoyen et du travailleur. Nous avons plus de deux millions de personnes à alphabétiser. Il faudra des cadres alphabétiseurs. A Cuba, ils ont consacré deux ans à la campagne d'alphabétisation et ils l'ont réalisée en une seule année. Pourquoi ? Parce qu'ils ont mis tous leurs soins à préparer le terrain.

Les analphabètes n'existent pas seulement en province. Ici à Lisbonne, il y en a des milliers. Nous voulons les motiver aussi par la participation aux assemblées politiques, syndicales, d'habitants de quartier.

R.U. — *Cette action de dynamisation a-t-elle déjà sa littérature, sa chronique ?*

J.F.S. — Oui mais elle n'est pas publiée, il n'y a même pas de synthèse sociologique ou politique des centaines de rapports que nous rédigeons après nos missions. Nous dépouillons ces rapports uniquement pour canaliser vers les ministères les problèmes que nous rencontrons. Plus tard, nous penserons à en faire l'historique et l'analyse intéressant les sociologues. Actuellement c'est l'action qui prédomine.

Lisez LE LIEN

Organe de la Fédération Internationale de l'Ecole Moderne (F.I.M.E.M.).

Abonnements : 4 numéros par an 20 F. Par chèque postal : F.I.M.E.M., Marseille 6000-81. B.P. 251, 06406 Cannes.

Les numéros suivants disponibles peuvent être commandés (5 F le numéro) à F.I.M.E.M., B.P. 251, 06406 Cannes. (Règlement par virement joint au C.C.P. : F.I.M.E.M. 6000-81 Marseille.)

- | | | | |
|----|-------------------------------|----|----------------------------------|
| 30 | Annuaire F.I.M.E.M. | 39 | Freinet en Angleterre |
| 33 | Spécial Danemark | 42 | A partir de zéro |
| 36 | Spécial formation des maîtres | 44 | Vence et Sumerhill |
| 37 | Mémento F.I.M.E.M. | 46 | Spécial Portugal |
| 38 | Spécial Chine | 48 | La correspondance internationale |